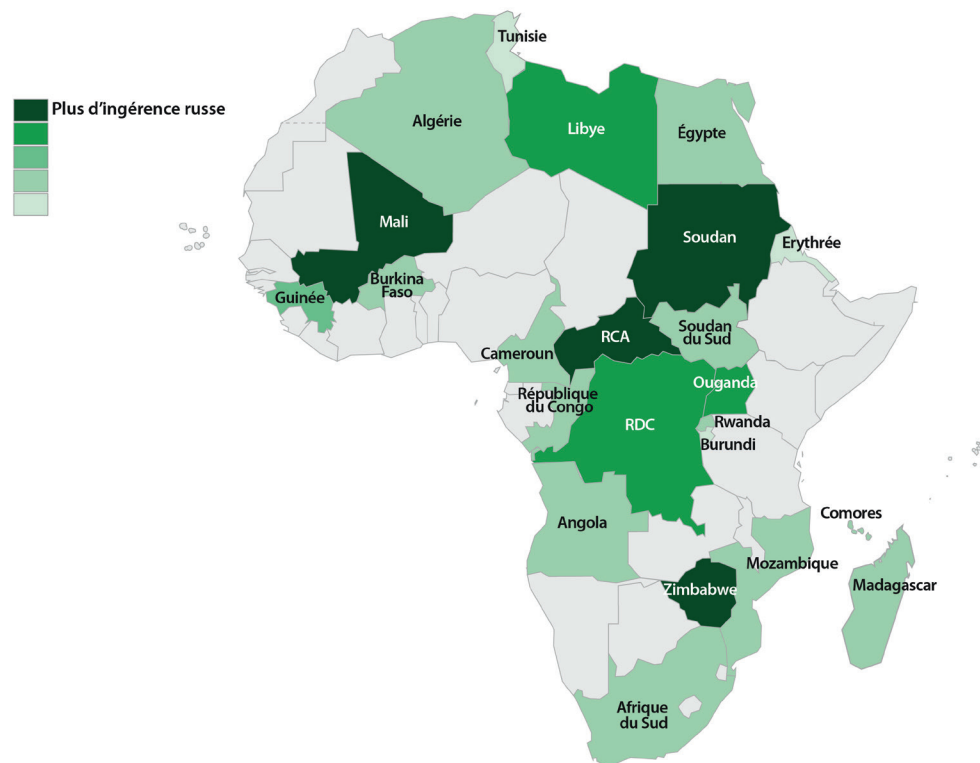


Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

5 juillet 2023

Les efforts systématiques de la Russie pour saper la démocratie en Afrique ont entravé le développement démocratique dans deux douzaines de pays africains.

LES INTERVENTIONS RUSSES POUR SAPER LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE



Le recul de la démocratie en Afrique fait l'objet d'une grande attention ces dernières années. Selon Freedom House, 31 pays africains ont vu leur score de démocratie diminuer au cours des cinq dernières années. Le rôle joué par les acteurs autoritaires extérieurs dans cette détérioration est en revanche moins bien perçu. La Russie se distingue à cet égard. Saper la démocratie est, entre autres, un objectif stratégique de la politique africaine de la Russie depuis une vingtaine d'années. Les gouvernements autoritaires qui ne disposent pas d'un système de contrôle et d'équilibre au niveau national créent un environnement propice à l'influence de la Russie sur le continent. La normalisation de l'autoritarisme à l'étranger valide les pratiques de gouvernance non démocratiques de la Russie à l'intérieur du pays.

La Russie perturbe les processus démocratiques à la fois par des voies officielles (comme le blocage des résolutions de l'ONU condamnant les violations des droits humains commises par les régimes africains ou les déclarations électorales frauduleuses) et par des moyens irréguliers (comme les campagnes de désinformation ciblant les partisans de la démocratie, l'ingérence dans les élections, le déploiement des forces paramilitaires de Wagner ou les passations de marchés illicites d'armes contre des ressources). La nature de ces interventions irrégulières étant volontairement opaque, la profondeur de l'intervention russe n'est souvent pas claire. Néanmoins, l'ampleur des efforts déployés par la Russie pour saper la démocratie en Afrique est remarquable, puisqu'elle a activement utilisé au moins l'un de ces outils dans 23 pays africains de part et d'autre du continent.

Ces interventions ont pour effet de contrecarrer les aspirations des trois quarts des citoyens africains qui souhaitent voir la démocratie s'épanouir dans leur pays, affaiblissant ainsi les voix, la souveraineté et l'autodétermination des Africains.


POINTS FORTS

- L'ingérence russe pour saper la démocratie en Afrique se manifeste par toute une série de méthodes, la désinformation (17 pays visés), l'ingérence électorale (15) et le soutien à des revendications extraconstitutionnelles (14) étant les plus courantes.
- Les méthodes d'ingérence démocratique de la Russie en Afrique tendent à se renforcer mutuellement. Les campagnes de désinformation s'accompagnent presque toujours d'efforts visant à s'immiscer dans les élections afin de maintenir au pouvoir des régimes favorables à Moscou, de soutenir la prolongation de leur mandat au-delà des limites prévues par la constitution ou de valider des coups d'État.
- La Russie cible principalement les pays africains dont les institutions démocratiques sont relativement faibles. Le score médian de liberté de Freedom House (sur une échelle de 0 à 100) pour les pays africains dans lesquels la Russie sape activement la démocratie est de 28. À titre de comparaison, le score médian est de 51 (presque le double) pour les pays africains dans lesquels la Russie n'est pas reconnue comme étant en train d'ébranler la démocratie.
- Dans les pays africains où la Russie est la plus active (c'est-à-dire où elle s'engage de manière documentée dans quatre ou cinq des types d'activités énumérées ci-dessus), le score médian de liberté n'est que de 19.
- La Russie contribue ainsi à empêcher que les droits politiques, les libertés civiles et le contrôle du pouvoir exécutif ne gagnent du terrain dans certains des systèmes autoritaires les plus durables du continent. Malgré des manifestations populaires massives en faveur de la démocratie dans des pays comme l'Algérie, la Guinée, le Soudan, l'Ouganda et le Zimbabwe, des régimes d'exclusion persistent donc encore.
- L'exception notable à cette tendance à cibler des pays aux institutions démocratiques faibles est l'Afrique du Sud, qui est reconnue comme ayant certains des contrôles et équilibres les plus solides du continent. Cela reflète l'ouverture que la Russie pense pouvoir exploiter pour coopter les dirigeants sud-africains et gagner en influence.

- 11 des 23 pays africains où la Russie s'emploie activement à saper la démocratie sont en conflit. Cela représente les trois quarts de tous les pays africains en conflit.
- Nombre de ces conflits sont internes et résultent de la réticence des partis au pouvoir à le partager. Le fait que la Russie contrecarre la démocratie dans ces pays prolonge effectivement ces conflits en bloquant les solutions politiques issues de la médiation. Le soutien russe au gouvernement militaire du Soudan, par exemple, a contribué à faire échouer la transition démocratique prévue dans ce pays, précipitant le conflit qui s'en est suivi.
- Ce n'est pas une coïncidence si 7 des 10 pays africains où les personnes déplacées de forces sont les plus nombreuses ont été la cible d'interventions russes visant à saper la démocratie.

La boîte à outils de la Russie pour entraver la démocratie en Afrique					
	(1) Ingérence électorale/ politique	(2) Armes illicites/ Wagner	(3) Saper l'ONU ou les normes internationales en matière de démocratie	(4) Désinformation	(5) Soutien politique aux saisies extraconstitutionnelles/ évasion des limites de mandat
Algérie				X	X
Angola	X			X	
Burkina Faso				X	X
Burundi					X
Cameroun	X			X	
RCA	X	X	X	X	X
Comores	X				X
RDC	X		X	X	X
Égypte				X	X
Erythrée			X		
Guinée	X				X
Libye	X	X	X	X	
Madagascar	X			X	
Mali	X	X	X	X	X
Mozambique	X			X	
Rép du Congo				X	X
Rwanda	X				X
Afrique du Sud	X			X	
Soudan du Sud		X	X		
Soudan	X	X	X	X	X
Tunisie				X	
Ouganda	X	X		X	X
Zimbabwe	X	X	X	X	X

AFRIQUE DU NORD

	<h3>Algérie</h3>		<h3>Libye</h3>
<ul style="list-style-type: none">• La désinformation russe prétend que le mouvement démocratique Hirak est contrôlé par des islamistes radicaux.• Depuis 2002, la Russie a fourni plus de 75 % des armes au gouvernement Bouteflika, en place pendant quatre mandats, tendance qui se poursuit sous Tebboune.		<ul style="list-style-type: none">• La Russie et Wagner soutiennent les tentatives répétées de Haftar de s'emparer de Tripoli par la force et d'évincer le gouvernement reconnu par les Nations unies.• La Russie refuse de retirer ses troupes de Libye malgré les demandes répétées de l'ONU.• Les billets en dinars fournis par la Russie en 2016 compromettent la politique monétaire libyenne commune menée par la banque centrale basée à Tripoli.• La Russie bloque la résolution de l'ONU imposant une interdiction de voyager et un gel des avoirs à un chef de milice allié à Haftar, responsable des massacres de Tarhuna.• Le gouvernement reconnu par l'ONU affirme que Wagner a mené une série d'attaques chimiques contre les forces gouvernementales entre décembre 2019 et février 2020.• La désinformation russe tente de perturber le Forum de dialogue politique libyen tout en polarisant et en semant la méfiance dans les espaces d'information libyens.• La Russie soutient un gouvernement parallèle dans l'Est, tout en empêchant la tenue de référendums constitutionnels et d'élections nationales.	
	<h3>Égypte</h3>		
<ul style="list-style-type: none">• La désinformation russe prétend que le mouvement démocratique est contrôlé par des « islamistes radicaux » et adopte une position contre-révolutionnaire à l'égard des manifestants qui réclament des réformes et la démocratie.• La désinformation russe tente de délégitimer la transition démocratique de l'Égypte, en mettant en garde contre une guerre civile en réponse aux manifestations sur le référendum constitutionnel.• Al-Ahram et Sputnik Arabic maintiennent leur accord de coopération médiatique.• Les responsables russes qualifient le coup d'État militaire égyptien de « nouveau type de révolution » et de « bonne voie démocratique ».		<ul style="list-style-type: none">• La désinformation russe qualifie les manifestations pro-démocratiques de 2011 d'« émeutes » et de « coup d'État ».• Les récits contre-révolutionnaires de la Russie, qui visent à délégitimer les manifestations du printemps arabe, affirment que celles-ci ont été parrainées par des saboteurs soutenus par l'étranger.	

AFRIQUE CENTRALE



Burundi

- La Russie a bloqué une résolution des Nations unies condamnant le fait que Pierre Nkurunziza n'ait pas respecté les limites de son mandat et qu'il soit resté au pouvoir pour un troisième mandat inconstitutionnel.



Cameroun

- Des consultants politiques russes aident Biya à dissiper les manifestations en faveur de la démocratie et les appels à la réforme.
- Les réseaux russes de désinformation sont liés à l'ingérence électorale.
- La Russie bloque la résolution de l'ONU critiquant l'usage excessif de la force par le Cameroun dans sa réponse à la crise anglophone.



République démocratique du Congo

- La Russie a bloqué les appels à une enquête indépendante de l'ONU sur les incohérences dans le décompte des voix lors des élections présidentielles de 2018.
- Les réseaux de désinformation russes ont été associés à l'ingérence électorale et ont ciblé des dirigeants de l'opposition et de la société civile.
- La Russie a illicitement fourni des armes au Rwanda lors de son invasion de la RDC pendant la première guerre du Congo pour installer Laurent Kabila à la tête du pays.
- La Russie a soutenu la prolongation extraconstitutionnelle du mandat de Joseph Kabila.



République du Congo

- La Russie a soutenu les dérobades de Sassou-Nguesso en matière de limitation de mandat.
- Les réseaux russes de désinformation sont liés à l'ingérence électorale.



République centrafricaine

- La Russie participe activement à la réélection de Touadéra en 2020.
- La Russie soutient la tentative de Touadéra de rester au pouvoir pour un troisième mandat inconstitutionnel.
- Les Russes sont conseillers en matière de sécurité nationale et supervisent le ministère des Finances et des douanes.
- Wagner est directement impliqué dans la collecte des recettes douanières.
- Le ministre des Affaires étrangères, le premier ministre et de hauts responsables judiciaires centrafricains ont été contraints de démissionner après avoir protesté contre la perte de souveraineté de la RCA au profit de la Russie.
- Wagner serait responsable de violations des droits humains à l'encontre de citoyens centrafricains.
- Wagner a menacé le personnel de la MINUSCA, bloqué ses et saisi les fournitures de la MINUSCA entrant dans le pays.
- La désinformation russe a vanté les succès de Touadéra et attaqué ses opposants politiques.
- Des organisations politiques russes ont diffusé des résultats de sondages falsifiés montrant un large soutien populaire à Touadéra.
- Wagner est intervenu pour empêcher qu'un allié et ancien chef de guerre ne soit traduit devant un tribunal pénal spécial pour crimes de guerre.
- La Russie a sapé les efforts diplomatiques fragiles déployés par les Nations unies pour réunir les factions rivales dans le conflit armé en cours en République centrafricaine.



Rwanda

- La Russie a soutenu le fait que Kagame n'ait pas respecté les limites de son mandat et a promu le Rwanda comme un modèle de gouvernance peu libérale efficace en Afrique.
- La Russie a fourni des technologies de surveillance au Rwanda pour contrôler ses rivaux politiques et les groupes de la société civile.
- La Russie est l'un des principaux fournisseurs d'armes du Rwanda et a soutenu le déploiement des forces rwandaises en RDC pendant les guerres du Congo et de la RCA.

AFRIQUE DE L'EST



Érythrée

- La Russie est l'un des rares partenaires internationaux du gouvernement isolé et totalitaire d'Isaias Afwerki.
- La Russie s'est opposée aux sanctions de l'ONU contre l'Érythrée en raison de son différend frontalier avec Djibouti, de son manque de coopération avec le groupe d'experts de l'ONU et de son soutien présumé à Al Shabaab.



Soudan

- Les forces Wagner ont encouragé les attaques violentes de l'armée soudanaise contre des manifestants civils pacifiques en 2018 et 2019.
- La Russie conseille au régime d'Omar al-Bachir de qualifier les manifestants pro-démocratie d'« ennemis de l'islam », de « pro-Israël », de « pro-LGBT » et d'être parrainés par des « étrangers ».
- Les conseillers russes ont proposé d'augmenter le prix du papier journal pour que les organisateurs de la démocratie aient plus de mal à faire passer leur message.
- La Russie bloque la déclaration de l'ONU condamnant le coup d'État au Soudan.
- La Russie a demandé la levée de l'embargo sur les armes à destination du gouvernement militaire du Soudan.
- La Russie a encouragé les dirigeants militaires de l'après-Bachir à conserver le pouvoir et à s'opposer à la transition prévue vers un régime civil.
- La Russie continue de conseiller et, semble-t-il, d'armer, les factions militaires impliquées dans le conflit soudanais.



Soudan du Sud




- La Russie s'est opposée à plusieurs reprises aux embargos de l'ONU sur les armes à destination du Soudan du Sud et a posé son veto aux sanctions en 2017.
- Violant les embargos sur les armes, la Russie a fourni des équipements militaires, notamment des hélicoptères d'attaque Mi-24, au gouvernement du Soudan du Sud.
- La majorité des armes utilisées au Soudan du Sud tout au long de sa guerre civile sont d'origine russe.



Ouganda

- La Russie a vanté l'intégrité des processus électoraux controversés de l'Ouganda, où les dirigeants de l'opposition sont détenus et les partisans de l'opposition arrêtés ou tués.
- La Russie fournit à l'Ouganda une aide militaire pour permettre la diffusion de messages russes sur la télévision publique ougandaise.
- Le soutien russe à la désinformation, connu sous le nom de « Africa Back Office », vise à dissiper les critiques à l'encontre du parti au pouvoir tout en discréditant les dirigeants de l'opposition.

AFRIQUE DE L'OUEST

 <p>Burkina Faso</p>	 <p>Mali</p>
<ul style="list-style-type: none">• La Russie a soutenu les coups d'État militaires successifs au Burkina Faso, qui ont fait suite à des campagnes de désinformation coordonnées par la Russie.• Des dizaines de comptes de médias sociaux sponsorisés par la Russie et promouvant des récits pro-russes et pro-Wagner ont été identifiés au Burkina Faso.• Des vidéos générées par l'intelligence artificielle et parrainées par la Russie tentent d'obtenir le soutien de la population au gouvernement militaire.	<ul style="list-style-type: none">• La désinformation russe a fomenté des manifestations contre le gouvernement démocratique en 2019 et 2020.• La Russie est le premier pays à reconnaître la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir à la suite d'un coup d'État en 2020.• Les forces Wagner soutiennent la junte militaire depuis 2021.• Wagner est impliqué dans un ensemble de violations des droits humains à l'encontre de civils maliens. Quatre Maliens sur cinq tués par Wagner sont des civils.• Wagner a empêché les Nations unies de mener des enquêtes indépendantes et a entravé la capacité de la MINUSMA à se déplacer en dehors de ses bases et à mettre en œuvre son mandat.• La désinformation russe et les organisations politiques ont tenté de renforcer la popularité de la junte.• La Russie a soutenu la junte en contournant les délais de transition vers un gouvernement civil, encourageant la junte à conserver le pouvoir indéfiniment.
 <p>Guinée</p>	
<ul style="list-style-type: none">• La Russie a soutenu Alpha Condé dans son contournement de la limitation du nombre de mandats.• Des conseillers politiques russes ont guidé Condé avant son troisième mandat anticonstitutionnel.	

AFRIQUE DU SUD



Angola

- Des consultants russes ont conseillé la campagne de Lourenço lors des élections de 2022.



Comoros

- La désinformation russe enflamme le conflit territorial entre les Comores et Mayotte.



Madagascar

- Des agents politiques russes ont parrainé des candidats présidentiels rivaux lors des élections présidentielles de 2018. Des agents russes paient des manifestants pour promouvoir des thèmes pro-russes.
- Les groupes russes de surveillance des élections, AFRIC et CIS-EMO, tentent de réaliser illégalement des sondages à la sortie des bureaux de vote lors des élections de 2018.
- Les réseaux de désinformation russes diffusent des faussetés pour attirer l'attention sur des candidats favoris.
- Wagner reste présent à Madagascar, où il entretiendrait des liens avec des trafiquants d'or et des hauts fonctionnaires.



Mozambique

- Les conseillers politiques russes soutiennent activement la campagne de réélection de Nyusi en 2019.
- L'institut de sondage russe International Anticrisis Center promeut des sondages frauduleux suggérant que le parti au pouvoir, le FRELIMO, bénéficie d'un large soutien populaire tout en discréditant l'opposition.
- Le groupe russe de surveillance des élections par procuration, AFRIC, déclare que les élections de 2019, caractérisées par des violences et des fraudes électorales, sont libres et équitables.
- L'agence russe de recherche sur l'internet gère un vaste réseau de pages web promouvant le FRELIMO et critiquant l'opposition.



Afrique du Sud

- Des agents politiques russes conseillent l'ANC sur les moyens de discréditer l'opposition lors des élections présidentielles de 2019.
- La désinformation parrainée par la Russie attise les tensions interraciales et intra-ANC.
- Les intérêts miniers conjoints de l'oligarque russe sanctionné Viktor Vekselberg et de l'ANC sont censés créer un effet de levier sur les politiques de l'ANC.



Zimbabwe

- La Russie a posé son veto à la résolution de l'ONU visant à imposer un embargo sur les armes au Zimbabwe en raison des violences commises par la ZANU-PF lors des élections de 2008.
- Le groupe russe de surveillance des élections, AFRIC, déclare que les élections de 2018, très problématiques, sont libres et équitables. La Russie échappe à l'embargo sur les armes à destination du Zimbabwe, mis en place en raison des atteintes à la démocratie et des violations des droits de l'homme commises par la ZANU-PF.
- La désinformation russe soutient le parti au pouvoir, la ZANU-PF.